



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

02/11/2023

Contre la violence des attaques du gouvernement : Imposer un rapport des forces et battre son offensive autoritaire, la répression policière.

C'est à coup de 49-3 que l'exécutif a fait passer lundi à l'Assemblée son projet de loi de financement pour la sécurité sociale (PLFSS). Le gouvernement entend faire passer son agenda d'austérité coûte que coûte. Ce projet prévoit d'économiser 3,5 milliards d'euros en 2024 en durcissant notamment la traque aux arrêts maladie. Un projet pour faire payer aux classes populaires l'austérité, casser les hôpitaux, les services publics. Le gouvernement veut économiser sur la santé en s'attaquant notamment aux prétendus « *arrêts abusifs* », alors que les conditions de travail se dégradent. Des dispositions offensives au profit du patronat avec le renforcement du contrôle des indemnités par un « *médecin contrôleur* », mandaté par l'employeur ! Le gouvernement poursuit ses cadeaux aux entreprises pharmaceutiques en permettant aux laboratoires d'augmenter de plusieurs centaines de millions la marge qu'ils empochent lorsqu'ils mettent des médicaments remboursables sur le marché.

Parallèlement aux attaques brutales et généralisées contre les salaires et les droits du travail, les droits sociaux des travailleurs, l'attaque contre le mouvement syndical et associatif est inacceptable, bâillonnant la contestation et restreignant les libertés individuelles et collectives. Cette dérive autoritaire et dictatoriale de Macron a une même logique: le recours à des méthodes de plus en plus répressives.

Le gouvernement accélère ses attaques contre les plus précaires: après le conditionnement du RSA, la réforme de l'assurance chômage ou encore le contrôle des demandeurs d'emploi.

Elisabeth Borne a présenté jeudi à la Sorbonne un nouveau plan de répression contre la jeunesse : « *une jeunesse de France qui évolue dans une société où la violence est banalisée et les cadres flous* », dit la Première ministre. Se succédant à la tribune, les ministres n'ont cessé d'utiliser les mots « *prévention* » et « *éducation* » il s'agit avant tout de donner encore plus de pouvoir aux forces de police et d'aggraver les peines en tout genre qui cibleront les quartiers populaires, le mouvement social. Les "fonctions" des polices municipales seront encore élargies afin de pouvoir « *faire certains actes de police judiciaires* ». Un moyen pour les mairies de renforcer la présence policière dans les rues. Face aux soit disantes émeutes, la première mesure annoncée par Borne a été claire : multiplier par cinq l'amende de non-respect du couvre-feu jusqu'à 750€. Le gouvernement compte mettre en place des moyens de faire payer les familles pour toute condamnation d'un mineur avec des peines de travaux d'intérêt général. Darmanin, veut que ces peines pénales soient appliquées aux mineurs, ce que la loi ne permet pas actuellement. Dupond-Moretti réfléchit à tous les moyens pour enfermer les mineurs, que ce soit en prison ou par d'autres méthodes. Il a évoqué la création d'une « *mesure de placement de jour* » auprès de la protection judiciaire de la jeunesse avec obligation de faire soit un stage ou un travail (bien évidemment gratuit). Il a évoqué aussi une « *mesure de placement de nuit* ». Le ministre a annoncé renforcer un partenariat entre la protection judiciaire de la jeunesse et les militaires afin que ceux-ci « *encadrent les jeunes délinquants et leur transmettent les valeurs de discipline* ».

Le gouvernement propose un plan répressif, fondé sur l'encadrement des populations par plus de policiers et de militaires avec un seul but: renforcer l'étau sécuritaire sur la jeunesse, le mouvement ouvrier. Les policiers auront encore plus de pouvoir. Ils pourront être encore plus violents et seront plus nombreux comme ce mardi matin où la police a tiré à huit reprises et tué une femme voilée à Paris, interpellée pour avoir tenu des propos menaçants dans le RER, elle a été isolée avant que deux policiers n'ouvrent le feu pour un « *refus d'obtempérer* ». La victime, déjà internée en psychiatrie, n'avait ni arme à feu, ni explosif sur elle.

Pour stopper le cours autoritaire du régime dont le renforcement de la police est un élément central, il faudra opposer un mouvement d'ensemble et imposer un rapport de forces pour battre l'offensive sécuritaire et faire reculer gouvernement et patronat sur les retraites et les salaires.

Les salaires ne suivent pas l'envolée des prix, les taux de marge des entreprises capitalistes ne font qu'augmenter. Plus que jamais, les capitalistes et le gouvernement font payer cette crise à toutes celles et ceux qui ont du mal à boucler les fins de mois. L'inflation est principalement issue de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, les classes les plus défavorisées sont davantage touchées car les biens de première nécessité occupent une plus large part dans leur budget. Dans ce contexte les étudiants sont particulièrement affectés par cette situation économique dégradée. On voit les files d'attente d'aide alimentaire s'allonger, les associations ne sont plus en mesure de gérer autant de demandes. Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 21% en deux ans et la facture d'électricité des ménages français a été multipliée par deux et le gouvernement n'accorde que des miettes⁽¹⁾ aux étudiants, en ne proposant qu'une augmentation des bourses de 37€ par mois quel que soit l'échelon.

Plus de 175 000 logements étudiants manquent à l'appel. Les étudiants se trouvent alors contraints de se tourner vers le parc locatif privé dont les loyers s'envolent sur fond de crise du logement⁽²⁾.

Au même moment le comité chargé d'évaluer la baisse de la taxation des revenus du capital d'Emmanuel Macron a rendu son rapport final : aucun effet de cette taxation sur la santé de l'économie française, mais une hausse significative des inégalités et une hausse de l'enrichissement des très aisés ! Le Maire, ministre de l'Economie, demande de trouver un milliard de dépenses publiques en moins pour compléter son budget 2024, le rapport indique qu'il s'est privé en 2022 de 4,5 milliards de recettes fiscales du fait du passage de l'ISF⁽³⁾ à l'IFI.

Il montre que la baisse de la taxation du capital et de ses revenus n'a pas eu d'effets positifs sur l'économie française. Le seul impact a été un accroissement des revenus du capital en faveur d'un groupe très restreint de personnes très aisées. Emmanuel Macron est bien le président au service du capital.

47% des ménages ont diminué leur consommation alimentaire en 2023, les loyers ne cessent d'augmenter, la facture d'électricité a pris 10% au 1^{er} août... : les chiffres donnent le vertige et ne laissent place à aucun doute sur l'intensification de la crise sociale.

Les grèves continuent à se développer liant salaires et conditions de travail dans de nombreuses entreprises et montrent que la détermination des travailleurs, de la jeunesse, du peuple se maintient. L'heure n'est pas à la pause, ni au compromis avec le capital, le gouvernement. Face à la violence de la politique du capital conduite par Macron, une seule réponse: la lutte unie partout. Ce que craint le gouvernement et le patronat c'est un embrasement dans lequel converge la colère contre la réforme des retraites, la hausse des prix et la crise énergétique, l'exigence d'une revalorisation des salaires, des bourses, des pensions indexés sur l'inflation.

Pour répondre aux aspirations du peuple une condition est incontournable: il faut lutter et il faut prendre les richesses créées par le travail, il faut prendre les grands moyens de production et d'échanges aux multinationales, aux grandes banques financières. Une lutte sans concession contre l'exploitation et le système capitaliste est indispensable. Si les luttes sociales sont essentielles, elles ne détruisent pas le capitalisme *de plus en plus dur, autoritaire, répressif et belliciste*.

C'est de vous que dépend l'issue de ce combat. Venez mener ce combat avec nous.

⁽¹⁾Déjà peu élevée par rapport aux autres pays d'Europe, la dépense par étudiant décroche nettement depuis 2010. À l'université, le nombre d'inscrits a augmenté de 25 %, et le budget d'à peine 10 %. Le nombre d'enseignants a baissé de 2 %.

L'université de Créteil a vu ses effectifs exploser ces dernières années, l'Etat débourse en moyenne 6 750 euros par étudiant. À la Sorbonne, celui-ci est de 13 000 euros...

⁽²⁾Immobilier : les permis de construire s'effondrent encore

Moins 28%. Sur un an, la chute du nombre de permis de construire attribués se poursuit en septembre selon des données provisoires publiées par le ministère de la Transition écologique. En 12 mois, seuls 371 300 nouveaux permis ont donc été autorisés. Ce déclin touche toutes les typologies d'habitat avec par exemple des baisses de 32% pour l'individuel, 28% pour l'individuel groupé comprenant les lotissements ou encore 28% pour le collectif. La hausse des taux, l'envolée des coûts des matériaux de construction et le durcissement de la réglementation environnementale bloquent le marché, fustigent les acteurs de la construction qui, à aucun moment ne mettent en cause la faiblesse des salaires.

⁽³⁾La concentration des plus-values sur les actifs financiers est encore plus forte : 70 % des montants sont déclarés par 0,01 % des foyers fiscaux (4 000 foyers) précisent les experts, en hausse de 10 points par rapport aux années 2015-2017. Les secteurs les plus favorisés sont ceux des activités financières et d'assurance et immobilières.